

L'énergie

en grandes quantités aux États-Unis—en l'occurrence il s'agit du gaz albertain. Je tiens à dire à ce champion des garanties absolues que tout nous porte à croire que le gouvernement envisage maintenant de vendre encore plus de gaz, venant des provinces Maritimes cette fois. Où se trouvaient les députés qui siègent à ma droite lorsque j'ai soulevé la question du premier tronçon à la Chambre des communes?

Une voix: Ils se cachaient.

M. Waddell: La moitié d'entre eux se sont abstenus de voter sur la question. L'autre moitié a appuyé le gouvernement et a poursuivi sa politique de bradage des ressources du Canada.

M. Benjamin: Au lieu de s'occuper des intérêts des Canadiens.

M. Waddell: L'été dernier, j'ai intenté un procès au gouvernement du Canada, qui est actuellement en instance. J'y conteste la légalité de la procédure que le gouvernement a adoptée à propos de la construction du premier tronçon du pipe-line, et cette affaire sera bientôt entendue.

Je suis allé aux États-Unis l'été dernier et il m'est apparu évident que les Américains n'avaient pas, je dis bien n'avaient pas pris des mesures pour financer la construction de tout le pipe-line de l'Aslaka, contrairement à ce que l'on nous a dit. On espère y arriver et certains progrès se font en ce sens, mais aucune mesure financière globale n'a encore été prise, ce qui veut dire que nous avons décidé de construire la partie sud du pipe-line sans pouvoir espérer pour le moment que la partie nord sera construite. Voilà comment le gouvernement brade notre gaz naturel.

Cet été également, à titre de critique néo-démocrate de l'énergie à l'échelon fédéral, j'ai proposé, de concert avec mon homologue provinciale, M^{me} Evelyn Gigantes, qui représente une circonscription de la région d'Ottawa à l'Assemblée législative de l'Ontario, de conserver ce gaz pour les Canadiens au lieu de le brader aux États-Unis, ou peut-être au Massachusetts. Je reconnais que certaines petites sociétés ont des difficultés de financement. Elles ont fait des travaux de prospection et ont trouvé du gaz, et elles doivent le vendre. Le ministre pourra me répondre après que j'aurai terminé. Pourquoi l'Ontario, le gouvernement fédéral et le Québec n'achèteraient-ils pas le gaz de ces petites sociétés, et ne l'entreposeraient-ils pas en Alberta afin de pouvoir l'utiliser plus tard quand le besoin s'en fera sentir? Je suppose que cela a trop de sens pour constituer une politique énergétique, mais c'est ce que je propose au gouvernement. Je lui recommande d'adopter cette politique au lieu de brader nos ressources.

Je voudrais parler un peu de l'industrie dans ce débat. En 1979, les profits nets d'impôt de toute l'industrie ont augmenté de 53 p. 100, pour atteindre 4.7 milliards de dollars. Cette somme a été soutirée aux consommateurs canadiens à qui le chômage et l'inflation causent déjà bien des difficultés. Ces bénéfices représentent un taux de rendement de 33 p. 100 pour les actionnaires. L'autofinancement des sociétés pétrolières et gazières a augmenté de 45 p. 100 pour atteindre 7.1 milliards de dollars. Et que constate le consommateur canadien? Il voit ces sociétés réaliser des profits considérables tandis que le gouvernement leur accorde des dégrèvements fiscaux. La société Dome Petroleum ne paie pas d'impôt sur le revenu, alors que le consommateur moyen en paie, lui, sans pourtant participer à tous ces bénéfices.

Quelle est la politique du gouvernement dans ce domaine? Il n'en existe aucune pour le moment que je sache, mais il se pourrait que la semaine prochaine la nationalisation de l'industrie. Comment cette politique réussirait-elle à dédommager le Canadien moyen? A quoi servirait-il de remplacer Andrew Mellon par Bob Blair par exemple ou Rockefeller par Bronfman?

M. Lalonde: Ou T. C. Douglas.

M. Waddell: D'après moi, cela ne servirait à rien et le simple citoyen n'en retirerait aucun avantage. En voyant le montant de l'impôt sur le revenu d'une société, le consommateur se dit que tout cet argent et toutes ces liquidités serviront au moins à la prospection. N'est-ce pas le cas? Non, c'est faux, car selon les rapports même du gouvernement, l'investissement dans toute la gamme des industries apparentées aurait brutalement diminué, passant de 93 à 80.1 p. 100 des recettes. En fait, les bénéfices réalisés par ces entreprises servent à investir dans d'autres industries. En somme, quand nous faisons le plein, nous finançons davantage la vente de l'industrie canadienne à des étrangers. Tout gouvernement digne de ce nom réagirait immédiatement.

Le Canada devrait avoir une politique énergétique à lui et je voudrais consacrer les quelques minutes qui me restent à définir quelles devraient être les bases de cette politique. Elles devraient d'abord comporter deux volets. Avant tout, viser à l'économie d'énergie. Il faut que notre société apprenne à utiliser judicieusement l'énergie. Ce devrait être le premier objectif. Au lieu de parler de sécurité ou de tout autre objectif, parlons plutôt de l'utilisation rationnelle de l'énergie. Cela suppose des mesures de conservation et au cours des prochaines semaines, mes collègues exposeront quelques mesures du genre. Le député de Vancouver-Est qui siège en face de moi exposera comment il serait possible d'utiliser rationnellement l'énergie dans le domaine de l'habitation. Le député de Regina expliquera à sa façon, inimitable d'ailleurs, comment nous nous y prendrons dans le domaine du transport ferroviaire. Le premier et principal objectif est de rendre le Canada autonome en matière énergétique. Voilà la pierre angulaire de la politique énergétique des néo-démocrates, assurer l'autarcie du Canada en matière d'énergie.

● (1610)

Le second objectif consiste à faire de notre industrie pétrolière une propriété publique.

Des voix: Bravo!

M. Waddell: Voilà dans cet objectif la différence fondamentale entre notre parti et celui de nos collègues d'en face. J'invite le ministre à répondre à ces arguments, à nous dire en quoi son programme de «nationalisation» est supérieur à notre politique de propriété publique. Avec la propriété publique, il est possible d'élaborer une politique énergétique nationale en fonction de nos priorités pour le secteur public, et non pas le secteur privé ni les priorités de M. Blair auquel je n'ai d'ailleurs rien à reprocher. M. Blair et moi-même avons à diverses reprises partagé le gîte dans l'Arctique et je l'ai vu se débrouiller fort bien dans le milieu des affaires. Il demeure que si nous établissons des priorités pour le secteur public, nous réduirions le coût de l'énergie car les capitaux ne sortiraient pas du pays et ne serviraient pas à enrichir un nombre d'actionnaires toujours plus restreint.